Ramy a reçu jeudi la visite mensuelle à laquelle il a droit. Celle de sa fille et de sa soeur. Vingt minutes. «Il a voulu leur donner une lettre pour moi mais cela lui a été refusé.» La crise du Covid-19 n'a rien amélioré. Le militant n'a pas revu ses avocats depuis le 4 mars dernier. «Soi-disant à cause de l'épidémie alors qu'ils ont curieusement maintenu les visites familiales.» On sent que la détermination de la jeune femme est mise à l'épreuve. «Mon mari est un homme de principes, et il se bat pour cela.» Quitte à en payer le prix. Bientôt, on célèbrera Noël. «J'aimerais qu'il soit là», souffle-t-elle.

Article original paru le 5.12.2020 sur jdd.fr, reproduit ici avec l'aimable autorisation de son auteure.
Lien vers la campagne # FreeRamyShaath : https://www.france-palestine.org/Appel-a-action-Liberation-immediate-de-Ramy-Shaath

Égypte-Israël : un partenariat solide

Jadis fer de lance de la lutte armée contre Israël, l'Égypte est désormais devenue un allié stratégique de poids de ce dernier. La rhétorique de soutien aux Palestiniens de ses dirigeants et le rôle d'intermédiaire qu'ils ont pu jouer sur la scène israélo-palestinienne n'effacent pas l'étroitesse du lien qui unit les deux voisins.

Sur le temps long, Le Caire considère les bonnes relations avec Israël comme un passage obligé pour préserver l'aide (essentiellement militaire) de Washington. À cela s'ajoute l'intérêt partagé du régime du Maréchal Abdel Fattah Al-Sissi et d'Israël à dilapider l'héritage du mouvement démocratique de la place Tahrir de 2011 et celui de son prédécesseur Mohammed Morsi, renversé par l'armée en 2013. Durant son court règne, ce dernier avait en effet desserré l'étau du blocus de Gaza, dirigé par le Hamas issu, comme lui, des Frères musulmans, en rouvrant le terminal de Rafah. Dès son arrivée au pouvoir, Sissi s'était empressé de le refermer, dans la foulée d'une répression implacable de l'organisation et des mouvements propalestiniens. Depuis, les deux pays coopèrent de plus en plus activement en matière sécuritaire, notamment dans la lutte contre les groupes jihadistes dans le Sinaï. Cette collaboration est aujourd'hui «plus étroite que jamais», selon les termes de Sissi, que des officiels israéliens n'hésitent pas à qualifier de «dirigeant égyptien le plus pro-israélien de tous les temps».

Il n'est guère étonnant de constater que l'Égypte, qui a inauguré en 1979 l'idée de paix séparée avec Israël, voit d'un bon œil le processus de normalisation entre ce dernier et le monde arabe. Dernièrement, Sissi a ainsi été l'un des premiers à saluer l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et le Maroc, obtenu en échange d'une reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté de ce dernier sur le territoire non autonome du Sahara Occidental.

Comme tous les autres processus de normalisation avant elle, cette initiative du royaume chérifien s'est faite contre l'opinion majoritaire du pays. Selon un sondage du Centre arabe de recherche et d'études politiques (ACRPS), 88% des Marocains s'y opposeraient en effet, de même que 85% des Égyptiens, et ce, quatre décennies après les accords de Camp David. Des chiffres qui laissent penser que l'actuelle dynamique de normalisation tournant le dos aux Palestiniens ne tiendra que tant que perdureront à la tête des États arabes concernés des régimes autoritaires aussi peu soucieux des droits humains que de l'opinion de leur population.

par Gregory Mauzé